



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens – octobre 2022

Sommaire

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Valeur du contrat : 2 428 991,50 \$

Date d'octroi du contrat : 16 décembre 2021

Date de livraison : 4 novembre 2022

Numéro d'enregistrement : POR-005-19

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'écrire à por-rop@pco-bcp.ca

This report is also available in English.

Canada 

Résumé

Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener des cycles de recherche par groupe de discussion auprès de membres du public un peu partout au pays, portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques de premier plan liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada pour qu'elles continuent de s'harmoniser avec les points de vue des Canadiennes et des Canadiens et leurs besoins en matière d'information, tout en demeurant claires et à faciles comprendre.

La recherche vise à aider le Secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat, qui consiste à soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Plus particulièrement, la recherche permettra de s'assurer que le BCP reste au fait des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens sur les enjeux de macro-niveau qui intéressent le gouvernement.

Le présent rapport dévoile les conclusions qui ressortent de douze groupes de discussion en ligne organisés entre le 5 octobre et le 27 octobre 2022 un peu partout au pays, au Canada atlantique, au

Québec, en Ontario, au Nunavut, dans les Territoires du Nord-Ouest, au Manitoba, en Alberta et en Colombie-Britannique. Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent ci-après.

Les priorités et la performance du gouvernement du Canada de même que ses initiatives et ses annonces récentes ont été au cœur de ce cycle de l'étude. Les discussions au sujet des priorités et des réalisations fédérales ont eu lieu dans douze groupes couvrant un large éventail de segments de population et de régions. Ces groupes comprenaient des membres de la population générale de Toronto et de la région du Bas-Saint-Laurent, au Québec, des travailleurs du secteur agricole du sud de l'Alberta, des Canadiens de la classe moyenne de la ville de Québec, des habitants de l'île de Vancouver éprouvant de l'écoanxiété, des intervenants en santé mentale de grandes villes et de villes de taille moyenne du Manitoba, des travailleurs cumulant deux emplois dans des villes à la frontière de l'Ontario et des États-Unis, des résidents du Canada atlantique désirant acheter une propriété, des milléniaux (âgés de 25 à 40 ans) de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec, des premiers répondants de la région du Grand Toronto et de Hamilton (RGTH), des parents à faible revenu ayant des enfants de moins de 12 ans et habitant dans l'intérieur de la Colombie-Britannique, et des résidents des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut préoccupés par la hausse des coûts de l'énergie. Il a été question de la perception des participants quant à la direction du pays, des enjeux touchant les Canadiens de la classe moyenne, de l'environnement et des changements climatiques.

L'étude a également permis d'explorer en détail l'économie canadienne et une foule d'enjeux connexes, y compris les mesures du gouvernement fédéral visant à rendre la vie plus abordable et à créer des emplois. Le groupe de résidents du Bas-Saint-Laurent a aussi évalué différents termes et concepts économiques en cours d'élaboration par le gouvernement fédéral. Plusieurs groupes ont discuté du prix, de l'accessibilité et de la connectivité des services Internet ainsi que de l'état du tourisme dans leur région respective. Quatre groupes ont eu une discussion approfondie sur le secteur pétrolier et gazier du Canada et dit ce qu'ils pensaient du plan fédéral visant à plafonner les émissions de gaz à effet de serre (GES) produites par cette industrie.

D'autres sujets ont été abordés, soit les connaissances et les opinions des participants relativement à l'application ArriveCAN, le plan fédéral de réduction des émissions dans le secteur agricole, les initiatives fédérales actuelles et futures pour lutter contre les changements climatiques, les priorités en matière de soins de santé et les services de santé mentale, les mesures visant à rendre le logement plus abordable, les armes à feu, et les initiatives récentes liées aux services de garde d'enfants.

Soulignons que les résultats de la présente étude doivent être interprétés avec prudence, les conclusions d'une recherche qualitative étant de nature directionnelle et ne pouvant être attribuées à l'ensemble de la population à l'étude avec un quelconque degré de certitude.

Méthodologie

Aperçu des groupes

Public cible

- Les participants étaient des résidents canadiens âgés de 18 ans et plus.
- Les groupes ont été formés principalement en fonction du lieu.
- Le recrutement de certains groupes ciblait un segment précis de la population, par exemple les travailleurs du secteur agricole, les Canadiens de la classe moyenne, les personnes éprouvant de l'écoanxiété, les intervenants en santé mentale, les personnes occupant deux emplois, les personnes souhaitant acheter une propriété, les milléniaux (âgés de 25 à 40 ans), les premiers répondants, les parents à faible revenu ayant des enfants de moins de 12 ans, et les personnes préoccupées par la hausse des coûts de l'énergie.

Approche détaillée

- Douze groupes de discussion ont eu lieu dans diverses régions du Canada.
- Deux groupes se composaient de membres de la population générale vivant à Toronto et dans la région du Bas-Saint-Laurent, au Québec.
- Les dix autres groupes se composaient de répondants faisant partie des segments de population suivants :
 - Travailleurs du secteur agricole du sud de l'Alberta;
 - Canadiens de la classe moyenne habitant à Québec;
 - Personnes éprouvant de l'écoanxiété, établies sur l'île de Vancouver;
 - Intervenants en santé mentale habitant de grandes villes et des villes de taille moyenne du Manitoba;
 - Personnes ayant deux emplois et résidant dans des villes à la frontière de l'Ontario et des États-Unis;
 - Personnes souhaitant acheter une propriété et vivant au Canada atlantique;
 - Milléniaux de 25 à 40 ans vivant dans de grandes villes et des villes de taille moyenne du Québec;
 - Premiers répondants de la région du Grand Toronto et de Hamilton (RGTH);
 - Parents à faible revenu ayant des enfants de moins de 12 ans et résidant dans l'intérieur de la Colombie-Britannique;
 - Personnes préoccupées par la hausse des coûts de l'énergie, établies dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut.
- Trois groupes tenus au Québec ont été animés en français. Tous les autres groupes se sont déroulés en anglais.
- Les rencontres de ce cycle ont eu lieu en ligne.
- Huit participants ont été recrutés dans chaque groupe afin de pouvoir compter sur la présence de six à huit personnes.

- Dans l'ensemble des lieux, 83 personnes ont participé aux discussions. Les détails sur le nombre de participants par groupe sont donnés ci-dessous.
- Chaque participant a reçu des honoraires. Les incitatifs ont varié de 100 \$ à 125 \$ par personne en fonction du lieu et de la composition du groupe.

Emplacement et composition des groupes

LIEU	GROUPE	LANGUE	DATE	HEURE (HNE)	COMPOSITION DU GROUPE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Toronto	1	Anglais	5 octobre	18 h-20 h	Population générale	8
Sud de l'Alberta	2	Anglais	6 octobre	20 h-22 h	Travailleurs du secteur agricole	6
Ville de Québec	3	Français	11 octobre	18 h-20 h	Canadiens de la classe moyenne	7
Île de Vancouver	4	Anglais	12 octobre	21 h-23 h	Personnes vivant de l'écoanxiété	8
Grandes villes et villes de taille moyenne du Manitoba	5	Anglais	13 octobre	19 h-21 h	Intervenants en santé mentale	5
Villes à la frontière de l'Ontario et des États-Unis	6	Anglais	17 octobre	18 h-20 h	Personnes ayant deux emplois	8
Région du Bas-Saint-Laurent – Québec	7	Français	18 octobre	18 h-20 h	Population générale	7
Canada atlantique	8	Anglais	20 octobre	17 h-19 h	Personnes souhaitant acheter une propriété	6
Grandes villes et villes de taille moyenne du Québec	9	Français	25 octobre	18 h-20 h	Milléniaux âgés de 25 à 40 ans	7
Région du Grand Toronto et de Hamilton (RGTH)	10	Anglais	26 octobre	18 h-20 h	Premiers intervenants	8
Intérieur de la Colombie-Britannique	11	Anglais	26 octobre	21 h-23 h	Parents à faible revenu ayant des enfants de moins de 12 ans	7
Territoires du Nord-Ouest et Nunavut	12	Anglais	27 octobre	20 h-22 h	Personnes préoccupées par la hausse des coûts de l'énergie	6
Nombre total de participants						83

Principales constatations

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (résidents de Toronto, travailleurs du secteur agricole du sud de l'Alberta, Canadiens de la classe moyenne habitant à Québec, résidents de l'île de Vancouver vivant de l'écoanxiété, intervenants en santé mentale de grandes villes et de villes de taille moyenne du Manitoba, milléniaux de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec, parents à faible revenu de l'intérieur de la C.-B. ayant des enfants de moins de 12 ans, résidents des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut préoccupés par la hausse des coûts de l'énergie)

Les participants de huit groupes ont été invités à faire part de ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu à propos du gouvernement du Canada au cours des derniers jours. Une foule d'annonces et d'initiatives fédérales leur sont revenues à l'esprit, notamment liées à l'économie. Plusieurs ont mentionné les efforts menés par le gouvernement fédéral pour juguler l'inflation, y compris la décision récente de la Banque du Canada de relever son taux directeur, ainsi que l'annonce de nouvelles mesures de soutien pour aider les Canadiens à faible revenu à faire face à la hausse du coût de la vie. Il a aussi été question du soutien que le gouvernement fédéral continuait de fournir à l'Ukraine, du retrait des dernières exigences de voyage liées à la COVID-19, de l'encouragement de la part de l'administratrice en chef de la santé publique du Canada à se procurer une dose de rappel du nouveau vaccin bivalent contre la COVID-19, et de la réponse à l'ouragan Fiona qui a touché terre au Canada atlantique le 24 septembre 2022. Enfin, quelques participants ont dit avoir entendu parler de l'enquête menée par le Comité permanent du patrimoine canadien sur Hockey Canada et sa gestion de cas allégués d'agression sexuelle, et de l'enquête de la Commission sur l'état d'urgence concernant le recours à la *Loi sur les mesures d'urgence* par le gouvernement fédéral en février 2022 lors des manifestations du convoi de camionneurs tenues à Ottawa et ailleurs au pays.

Priorités et performance du gouvernement du Canada (tous les lieux)

Tous les groupes tenus en octobre ont pris part à des discussions sur la façon dont le gouvernement fédéral gérait les enjeux et les priorités qui comptent aux yeux des Canadiens. Ont été passés en revue aussi bien les domaines où il avait obtenu de bons résultats que ceux susceptibles d'améliorations.

Invités à dire dans quels domaines le gouvernement du Canada avait fait du bon travail ces derniers mois, les participants ont donné des réponses variées. Celles-ci comprenaient l'adoption de mesures visant à rendre la vie plus abordable aux Canadiens, la gestion de la pandémie de COVID-19, les initiatives touchant l'environnement et les changements climatiques, la mise en place de normes de sécurité élevées pour les biens et les produits consommés par les Canadiens, l'attention soutenue portée aux questions sociales, y compris à la promotion de la diversité au Canada, et l'aide suivie offerte à l'Ukraine.

Lorsque nous leur avons demandé de réfléchir aux domaines où le gouvernement fédéral pourrait faire mieux, les participants ont aussi formulé diverses réponses. Parmi les enjeux cités figuraient l'inflation et l'augmentation du coût de la vie, l'accessibilité des soins de santé, l'abordabilité du logement, les retards dans la prestation de services tels que les renouvellements de passeports et le traitement des demandes d'immigration, la nécessité d'accroître la production nationale de pétrole et de gaz, les nouvelles mesures à prendre pour atténuer les effets des changements climatiques, et la réconciliation avec les peuples autochtones.

Direction du pays (résidents de villes à la frontière de l'Ontario et des États-Unis ayant deux emplois, résidents du Bas-Saint-Laurent, résidents du Canada atlantique désirant acheter une propriété, premiers répondants de la région du Grand Toronto et de Hamilton, milléniaux de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec, parents à faible revenu de l'intérieur de la C.-B. ayant des enfants de moins de 12 ans)

Six groupes ont brièvement discuté de la direction prise par le pays à l'heure actuelle. La plupart des participants s'entendaient pour dire que cette direction n'était pas la bonne, tandis qu'un petit nombre ne savaient trop ce qu'ils en pensaient. Parmi les participants qui estimaient que le Canada était sur la mauvaise voie, beaucoup ont mentionné l'inflation et la hausse du coût de la vie, notamment le coût des dépenses de première nécessité comme l'alimentation, l'essence et le logement. Bon nombre ont aussi évoqué des problèmes d'itinérance, de santé mentale et de toxicomanie, et les clivages plus profonds qui leur semblaient toucher le pays depuis la pandémie. Plusieurs se sont dits préoccupés par les changements climatiques et par la guerre menée en Ukraine, dont certains craignaient qu'elle dégénère au point que le Canada finisse par s'y impliquer directement.

Parmi les participants qui étaient moins sûrs de la direction dans laquelle avançait le pays, plusieurs ont fait remarquer que le gouvernement fédéral avait adopté une série de mesures en réponse aux problèmes économiques et sociaux des Canadiens, mais sans grand résultat. Certains pensaient qu'à côté des progrès considérables accomplis sur le plan social, dans des dossiers comme la diversité et la réconciliation avec les peuples autochtones, la situation financière de bien des gens s'était détériorée au cours des derniers mois.

Le petit nombre de participants qui croyaient que le Canada allait dans la bonne direction ont mentionné les efforts menés par le gouvernement fédéral en faveur de l'inclusivité ainsi que sa promotion des droits de la personne au Canada et à l'étranger. Tout en reconnaissant que le pays était confronté à de nombreux défis, ces participants estimaient généralement que le gouvernement du Canada avait mis en œuvre plusieurs mesures pour les surmonter et qu'il faisait de son mieux.

Canadiens de la classe moyenne (Canadiens de la classe moyenne habitant à Québec)

Les enjeux touchant les Canadiens de la classe moyenne ont fait l'objet d'une courte discussion dans le groupe de Québec. Abordant leur situation financière, plusieurs participants ont confié leur difficulté croissante à boucler leur budget depuis quelques années, et beaucoup ont fait allusion à la hausse de leurs dépenses ménagères, que ce soit l'épicerie, les coûts énergétiques, le logement ou la garde des enfants. Questionnés sur les moyens que pourrait prendre le gouvernement fédéral pour mieux soutenir la classe moyenne, plusieurs ont répondu qu'il pourrait en faire davantage pour rendre le

logement plus abordable. Beaucoup ont fait remarquer que même avec un salaire de la classe moyenne, le coût d'achat ou de location d'une propriété devenait exorbitant. D'autres préconisaient d'accroître les prestations et les soutiens financiers offerts aux Canadiens de la classe moyenne. Les participants avaient souvent l'impression que les mesures en place ciblaient surtout les personnes à faible revenu, tandis que celles qui touchaient des revenus plus élevés, mais qui peinaient tout de même à suivre le coût de la vie, recevaient peu d'aide.

À la question de savoir si le travail du gouvernement fédéral visant à soutenir la classe moyenne s'était amélioré ou détérioré dernièrement, la plupart des participants ont répondu que sa performance à cet égard avait peu changé. Même si certains soutiens avaient été fournis (en particulier durant la pandémie, à l'aide de programmes tels que la Prestation canadienne d'urgence), la hausse rapide du coût de la vie dans la dernière année en avait largement neutralisé les bienfaits. Outre les efforts axés sur l'abordabilité du logement et les services de garde d'enfants, les participants pensaient qu'il faudrait tâcher de renforcer les systèmes de soins de santé des provinces et des territoires ainsi qu'introduire des mesures supplémentaires pour combattre les changements climatiques.

Environnement et changements climatiques (résidents de l'île de Vancouver vivant de l'écoanxiété)

Un groupe composé de résidents de l'île de Vancouver qui se disaient anxieux en raison des changements climatiques a abordé des questions touchant l'environnement, y compris les initiatives fédérales récentes prises en la matière. Tous ces participants croyaient que la lutte contre les changements climatiques devait figurer au sommet des priorités du gouvernement, mais beaucoup convenaient qu'il aurait sans doute à la mettre en équilibre avec d'autres enjeux pressants tels que l'inflation et le conflit en Ukraine. Il a été souligné que les phénomènes météorologiques extrêmes, comme les inondations catastrophiques survenues dans le sud-ouest de la Colombie-Britannique à l'automne de 2021, montraient on ne peut plus clairement la nécessité d'adopter de nouvelles mesures contre les changements climatiques. Certains participants s'attendaient d'ailleurs à ce que ce genre d'événements deviennent plus fréquents. Invités à préciser les aspects des changements climatiques qui les préoccupaient le plus, beaucoup ont mentionné la production alimentaire. Selon eux, des efforts accrus s'imposaient pour mettre au point des pratiques agricoles plus durables pour l'avenir.

Les participants se sont remémoré plusieurs mesures récemment mises en œuvre par le gouvernement fédéral dans le dossier des changements climatiques. Ils ont mentionné la Subvention canadienne pour des maisons plus vertes (sans toutefois la nommer), l'engagement à ce que toutes les voitures neuves vendues au pays soient des véhicules à zéro émission (VZE) d'ici 2035, et la mise en œuvre d'un prix fédéral sur le carbone. En dépit de ces mesures, la plupart des participants estimaient que la gestion par le gouvernement du Canada des questions liées aux changements climatiques et à l'environnement s'était détériorée ces derniers temps. Certaines initiatives telles que la tarification du carbone leur semblaient imposer un fardeau financier excessif aux particuliers sans s'attacher suffisamment à réduire les émissions des grandes entreprises et sociétés. Dans l'optique des plus rares participants selon qui le bilan du gouvernement du Canada en matière de lutte contre les changements climatiques s'était amélioré ces dernières années, l'arsenal de programmes et

d'initiatives récemment mis en place constituait un pas dans la bonne direction, même si leurs effets restaient pour l'instant discrets.

L'économie (résidents de Toronto, travailleurs du secteur agricole du sud de l'Alberta, Canadiens de la classe moyenne habitant à Québec, résidents de l'île de Vancouver vivant de l'écoanxiété, résidents de villes à la frontière de l'Ontario et des États-Unis ayant deux emplois, résidents du Bas-Saint-Laurent, résidents du Canada atlantique désirant acheter une propriété, milléniaux de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec, parents à faible revenu de l'intérieur de la C.-B. ayant des enfants de moins de 12 ans)

Neuf groupes ont discuté de questions liées à l'économie canadienne. Ils se sont prononcés sur les mesures lancées récemment par le gouvernement fédéral pour rendre la vie plus abordable, la création d'emplois et le marché du travail actuel ainsi que sur des termes économiques et des expressions que le gouvernement du Canada était en train d'élaborer.

Mesures pour rendre la vie plus abordable (résidents de Toronto, Canadiens de la classe moyenne habitant à Québec, résidents de villes à la frontière de l'Ontario et des États-Unis ayant deux emplois, résidents du Canada atlantique désirant acheter une propriété, milléniaux de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec, parents à faible revenu de l'intérieur de la C.-B. ayant des enfants de moins de 12 ans)

Six groupes ont pris part à des conversations portant sur différentes mesures que le gouvernement du Canada avait annoncées dernièrement afin de rendre la vie plus abordable pour les Canadiens. Augmenter de 10 % la pension de la Sécurité de la vieillesse (SV) pour les personnes âgées de 75 ans et plus, mettre en place des initiatives en matière de services d'apprentissage et de garde de jeunes enfants, indexer des prestations en fonction de l'inflation, lancer un programme national de soins dentaires, doubler le crédit d'impôt pour la TPS pendant six mois, bonifier l'Allocation canadienne pour les travailleurs et verser un paiement unique de 500 \$ aux Canadiens à faible revenu qui ont de la difficulté à payer leur loyer figuraient au nombre de ces mesures.

Les premières réactions des participants ont été surtout favorables, plusieurs s'attendant à ce que ces mesures soient utiles, en particulier pour les jeunes Canadiens, qui, en ce moment, sont susceptibles de ressentir de manière disproportionnée les effets du coût élevé de la vie. Même s'ils pensaient que ces initiatives constituaient un pas dans la bonne direction, beaucoup trouvaient qu'elles n'allaient pas assez loin et doutaient qu'elles puissent régler ce qu'ils percevaient comme des problèmes d'abordabilité généraux touchant pratiquement toutes les régions du pays à l'heure actuelle. Selon eux, le gouvernement du Canada devait faire preuve de plus d'empressement pour ce qui est de rendre la vie plus abordable pour les Canadiens. Ils ont ajouté qu'il fallait aussi en faire plus pour les ménages à revenu moyen qui ne sont pas admissibles aux programmes d'aide destinés aux Canadiens à faible revenu.

Invités à choisir les mesures qui leur semblaient les plus importantes, un grand nombre de participants ont sélectionné les initiatives se rapportant aux services d'apprentissage et de garde de jeunes enfants abordables, au lancement d'un programme national de soins dentaires et à l'indexation des

prestations en fonction de l'inflation. L'appui des participants aux autres initiatives, dont celles visant à bonifier l'Allocation canadienne pour les travailleurs (ACT), à doubler le crédit pour la taxe sur les produits et services (TPS) et à augmenter de 10 % la pension de la SV pour les personnes âgées de 75 ans et plus, était quant à lui plus modéré. De nombreux participants se sont montrés critiques à propos du paiement unique de 500 \$ destiné aux Canadiens à faible revenu pour les aider à payer leur loyer. Plusieurs jugeaient ce montant nettement insuffisant pour avoir un impact, et certains trouvaient qu'offrir 500 \$ était pour ainsi dire insultant, compte tenu des importants problèmes d'abordabilité auxquels faisaient face les Canadiens à faible revenu. Bon nombre estimaient par ailleurs que les sommes allouées à cette initiative devraient servir à d'autres fins.

Questionnés sur ce que le gouvernement du Canada devrait faire d'autre pour s'attaquer au coût de la vie, certains participants proposaient un allègement fiscal pour les Canadiens à faible et moyen revenu sous forme de réduction d'impôt sur le revenu. En ce qui a trait à l'abordabilité du logement, quelques-uns souhaitaient qu'on mette davantage l'accent sur les initiatives qui permettraient d'augmenter l'offre de logements au Canada et les mesures visant à interdire aux sociétés et aux entreprises d'acheter des propriétés résidentielles. D'autres croyaient en outre que des actions s'imposaient pour stabiliser le prix de biens essentiels, comme l'épicerie et l'essence. De rares participants recommandaient au gouvernement du Canada de viser une plus grande autosuffisance énergétique en augmentant la production intérieure de pétrole et de gaz. Selon eux, cela aiderait grandement à rendre les prix du carburant plus abordables pour les Canadiens.

L'emploi (résidents de Toronto, travailleurs du secteur agricole du sud de l'Alberta, Canadiens de la classe moyenne habitant à Québec, résidents de l'île de Vancouver vivant de l'écoanxiété, résidents de villes à la frontière de l'Ontario et des États-Unis ayant deux emplois)

Cinq groupes ont discuté du marché du travail canadien et des efforts entrepris par le gouvernement du Canada pour favoriser la création d'emplois. Concernant l'économie de façon plus générale, tous étaient d'avis qu'elle devait figurer en tête de liste des priorités du gouvernement fédéral et de nombreux participants la considéraient comme l'enjeu le plus important auquel les Canadiens étaient confrontés à l'heure actuelle. La plupart croyaient qu'une économie forte était la base d'un pays qui tourne rondement et que la qualité de vie des Canadiens dépendait directement de leur bien-être économique. Cela étant dit, divers participants se disaient préoccupés par la forte probabilité que le Canada tombe en récession dans la prochaine année. Interrogés à propos des priorités sur lesquelles le gouvernement du Canada devrait désormais se concentrer, plusieurs lui recommandaient d'accroître son autosuffisance économique et de réduire sa dépendance au commerce international, tout en diminuant les dépenses fédérales et en maintenant un budget équilibré.

Au sujet de la création d'emplois, les participants de tous les groupes avaient nettement l'impression qu'il y avait beaucoup d'emplois disponibles dans leurs collectivités respectives et que de nombreux secteurs devaient composer avec un manque de personnel, non de postes vacants. Plusieurs ont tenu à nuancer leurs commentaires en ajoutant que même s'il y avait un grand nombre d'emplois disponibles, ceux-ci n'étaient pas nécessairement assez bien rémunérés pour assurer un salaire vital aux travailleurs. Certains ont avancé que, souvent, ces postes n'offraient pas d'avantages sociaux et étaient saisonniers ou à temps partiel plutôt qu'à temps plein. Bien des participants trouvaient que les

salaires offerts par les employeurs étaient trop bas et dissuadèrent beaucoup de Canadiens de travailler. Discutant des mesures que le gouvernement fédéral pourrait prendre, le cas échéant, pour créer des emplois, les participants lui recommandaient de privilégier la création d'emplois payants qui contribuent à l'épanouissement personnel des salariés. Ces éléments étaient nécessaires d'après eux au bonheur et à la satisfaction à long terme des travailleurs canadiens.

La terminologie économique (résidents du Bas-Saint-Laurent)

Les participants du Bas-Saint-Laurent au Québec ont donné leurs points de vue sur la terminologie économique et les messages que le gouvernement fédéral était en train d'élaborer en la matière. Nous leur avons d'abord montré une liste d'expressions, après quoi ils devaient dire si celles-ci véhiculaient toutes le même message ou en quoi elles différaient, le cas échéant. Voici les formulations évaluées :

- *Une économie qui rapporte pour tous les Canadiens;*
- *Une économie centrée sur le bien-être des Canadiens;*
- *Une économie qui se met au travail pour tous les Canadiens;*
- *Une économie qui livre la marchandise pour tous les Canadiens;*
- *Une économie qui fait le job pour tous les Canadiens;*
- *Une économie qui donne des résultats pour tous les Canadiens;*
- *Une économie qui comprend tous les Canadiens.*

Si la plupart étaient d'avis qu'elles avaient un sens très similaire, beaucoup percevaient de subtiles différences entre elles. Invités à choisir l'expression qu'ils préféreraient, de nombreux participants avaient un faible pour *une économie centrée sur le bien-être des Canadiens*. Plusieurs saluaient l'intégration du concept de bien-être au message, qui évoquait selon eux une qualité de vie plus globale reposant à la fois sur des facteurs économiques et personnels. Peu de participants ont manifesté une préférence pour d'autres expressions, dont *une économie qui rapporte pour tous les Canadiens* et *une économie qui se met au travail pour tous les Canadiens*.

Dans le cadre d'un autre exercice, nous avons présenté aux participants les deux énoncés suivants relatifs à l'économie, qui devaient ensuite choisir celui qu'ils préféreraient :

- *On continue notre travail pour que tous les Canadiens tirent profit de l'économie;*
- *On continue notre travail pour que tous les Canadiens soient au centre de l'économie.*

Si un plus grand nombre de participants aimaient davantage le deuxième énoncé, plusieurs ont émis des réserves à propos des deux formulations. Par exemple, selon divers participants, « *on continue notre travail* » laissait sous-entendre que le statu quo serait maintenu et que peu de changements seraient apportés au fonctionnement de l'économie canadienne. De l'avis général, les deux énoncés gagneraient à inclure des éléments axés sur l'amélioration du niveau de vie des Canadiens ainsi que sur l'innovation et l'élaboration de nouvelles stratégies économiques.

Le tourisme (résidents de Toronto, résidents de villes à la frontière de l'Ontario et des États-Unis ayant deux emplois, résidents du Bas-Saint-Laurent, résidents du Canada atlantique désirant acheter une propriété, milléniaux de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec)

Cinq groupes ont participé à des discussions sur le tourisme et l'importance de ce secteur pour leur économie locale. À l'échelle régionale, pratiquement tous les participants des groupes de Toronto et du Canada atlantique et des deux groupes du Québec considéraient le tourisme comme un secteur très important dans leurs collectivités, tandis que ceux du groupe formé de résidents des villes à la frontière de l'Ontario et des États-Unis avaient des opinions plus partagées. À la question de savoir s'ils avaient remarqué des changements dans leur région en ce qui a trait au tourisme au cours de l'été, tous les participants du groupe de Toronto pensaient qu'il y avait eu une hausse marquée du nombre de touristes dans la ville par rapport aux dernières années. La plupart des participants de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec avaient aussi constaté une augmentation du tourisme, en particulier à Montréal et dans d'autres villes importantes. En comparaison, les réponses des participants des groupes du Bas-Saint-Laurent au Québec et du Canada atlantique étaient plus variées quant à savoir si le tourisme avait augmenté ou non. Certains croyaient qu'il y avait eu plus de touristes durant l'été comparativement à l'année précédente, mais d'autres estimaient que le nombre de visiteurs avait été inférieur aux attentes, surtout si l'on tient compte de l'assouplissement des exigences en matière de santé publique et de voyage liées à la pandémie de COVID-19. Quelques-uns ont émis l'hypothèse que le nombre de touristes n'était pas aussi élevé que prévu à cause de la hausse des frais de transport et de l'inflation. Dans le groupe formé de résidents de villes à la frontière de l'Ontario et des États-Unis, peu de participants estimaient que le tourisme avait gagné en importance l'été dernier.

La quasi-majorité des participants croyaient que le secteur des services, y compris l'industrie du tourisme, faisait actuellement face à une pénurie de main-d'œuvre. Décrivant ce qui expliquait cette pénurie selon eux, un grand nombre de participants ont cité comme principaux facteurs la faiblesse perçue des salaires, les environnements de travail stressants et le caractère saisonnier de nombreux emplois dans le secteur du tourisme. De l'avis général, les employeurs devaient en faire plus afin de rendre ces postes intéressants pour les employés, notamment en leur offrant de meilleurs salaires ainsi que des horaires à temps plein et des avantages sociaux. Questionnés sur les mesures que le gouvernement du Canada pourrait prendre pour réduire les pénuries de main-d'œuvre, plusieurs proposaient de créer des soutiens financiers, comme des subventions salariales ou des allègements fiscaux ciblés pour aider les employeurs à hausser les salaires. Ces initiatives leur semblaient particulièrement importantes pour les petites entreprises, qui, touchées par la forte inflation qui prévaut en ce moment, risquaient d'avoir de la difficulté à proposer des salaires plus élevés. Il était aussi possible d'après eux d'en faire plus pour recruter des travailleurs de l'extérieur du Canada, par exemple, en accélérant le processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers, pour pallier les pénuries de main-d'œuvre dans les secteurs essentiels du tourisme, comme le transport aérien.

La connectivité Internet (résidents de Toronto, résidents du Bas-Saint-Laurent, résidents du Canada atlantique désirant acheter une propriété, milléniaux de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec)

Quatre groupes ont abordé la question de la connectivité Internet dans leurs régions respectives. Invités à évaluer la qualité et la fiabilité du service Internet dans leurs collectivités, les participants ont formulé des réponses variées. Si la plupart des participants des groupes formés de résidents de Toronto ainsi que de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec considéraient leur service Internet comme étant très fiable et de grande qualité, ceux du Canada atlantique et du Bas-Saint-Laurent se sont montrés plus critiques. Ces derniers ont fait état de l'irrégularité du service Internet dans leur région, surtout pour ceux vivant en milieu rural ou loin d'une agglomération urbaine.

Pratiquement tous les participants trouvaient que le choix de fournisseurs Internet dans leur région respective était limité et jugeaient ce manque de concurrence désavantageux pour les clients, en particulier pour ceux qui n'avaient accès qu'à un ou deux fournisseurs dans leur coin. Tous les participants ont dit que le coût avait été un critère important au moment de choisir leur fournisseur Internet, mais beaucoup s'étaient aussi grandement appuyés sur des facteurs tels que la fiabilité et la vitesse pour prendre leur décision. Certains disaient être prêts à payer plus pour un service Internet dont la vitesse et la fiabilité sont garanties. Cela dit, très peu de participants pensaient que l'Internet était offert à un prix juste dans leur région. En fait, bon nombre croyaient que les Canadiens payaient en général beaucoup plus pour ces services que les citoyens d'autres pays, et ce, tant pour les services Internet résidentiels que pour les forfaits de données mobiles. Tous les participants étaient d'avis que le gouvernement du Canada devait en faire plus pour assurer l'accès à des services Internet fiables et abordables à toute la population canadienne. Estimant que les Canadiens avaient besoin de l'Internet haute vitesse pour travailler, étudier et communiquer efficacement, les participants croyaient fermement que ce service allait devoir être considéré comme un droit fondamental à l'avenir.

Secteur pétrolier et gazier (travailleurs du secteur agricole du sud de l'Alberta, Canadiens de la classe moyenne habitant à Québec, résidents de l'île de Vancouver vivant de l'écoanxiété, résidents du Bas-Saint-Laurent)

Quatre groupes ont pris part à des discussions portant sur le secteur pétrolier et gazier canadien, y compris la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) produites par les entreprises pétrolières et gazières. À la question de savoir s'ils étaient favorables ou non à ce que le gouvernement du Canada prenne des mesures pour plafonner ou faire diminuer les émissions du secteur du pétrole et du gaz, les participants ont exprimé différents points de vue. Ceux des groupes du Québec appuyaient vivement ces mesures, les jugeant probablement nécessaires pour lutter contre les changements climatiques et promouvoir des pratiques plus durables. Les avis des participants du groupe de Vancouver étaient plus variés. Si la plupart reconnaissaient l'importance des initiatives visant à réduire les émissions, plusieurs craignaient que les entreprises pétrolières et gazières ne refilent aux consommateurs les coûts financiers liés à l'application de ces mesures. De rares participants du sud de l'Alberta étaient en faveur d'interventions de la sorte de la part du gouvernement du Canada. La lutte contre les changements climatiques constituait une priorité

importante aux yeux d'une majorité de participants, mais plusieurs se demandaient si les mesures envisagées auraient un impact, compte tenu des niveaux élevés d'émissions produites par de vastes pays comme la Chine et l'Inde.

Presque tous les participants s'attendaient à ce que ces initiatives, y compris celles visant à réglementer davantage le secteur pétrolier et gazier, fassent augmenter le prix de l'essence. À cet effet, beaucoup ont réitéré qu'au bout du compte, les coûts supplémentaires engagés par les entreprises pétrolières et gazières se répercuteraient sur les consommateurs. Plusieurs avaient l'impression que les prix élevés du carburant deviendraient désormais la norme et ne prévoient aucune baisse dans un avenir rapproché. Nous avons ensuite demandé aux participants si la situation en Ukraine devrait être prise en compte dans la décision du gouvernement du Canada de plafonner et réglementer les émissions dans le secteur pétrolier et gazier. Ces derniers ont une fois de plus formulé des avis partagés. Certains pensaient que la situation en Europe de l'Est n'aurait vraisemblablement aucun impact sur l'offre canadienne de pétrole et de gaz et ne devrait donc pas influencer sur les mesures du gouvernement du Canada visant ce secteur. De nombreux autres estimaient plutôt que le gouvernement du Canada devait jouer de prudence et envisager d'augmenter sa production de pétrole et de gaz, car les alliés européens risquaient d'avoir cruellement besoin des ressources énergétiques canadiennes en hiver. Ce faisant, le Canada pourrait saisir des débouchés économiques et jouer un rôle humanitaire.

Soins de santé (intervenants en santé mentale de grandes villes et de villes de taille moyenne du Manitoba, premiers répondants de la région du Grand Toronto et de Hamilton)

Deux groupes, l'un composé d'intervenants en santé mentale du Manitoba et l'autre, de premiers répondants de la région du Grand Toronto et de Hamilton (RGTH), se sont livrés à discussion sur les soins de santé. Ils ont passé en revue les priorités en ce domaine récemment établies par le gouvernement du Canada et donné leurs perspectives sur la santé mentale en qualité d'intervenants dans le secteur de la santé.

Presque tous les participants ont affirmé que les soins de santé étaient un motif de préoccupation important dans leur collectivité. Beaucoup croyaient que le système de santé dans son ensemble se heurtait à d'énormes difficultés et que le secteur nécessitait une réforme en profondeur. Même si la plupart des participants estimaient que le personnel et les services de santé au Canada comptaient parmi les meilleurs au monde, certains pensaient que l'accessibilité des services posait problème. Invités à recenser les difficultés précises rencontrées dans les soins de santé à l'heure actuelle, les participants ont cité le manque de médecins de famille, l'accès restreint aux spécialistes, les longues attentes dans les salles d'urgence et les cliniques sans rendez-vous, ainsi que la prévalence croissante des problèmes de santé mentale et de dépendance.

Priorités en matière de soins de santé (intervenants en santé mentale de grandes villes et de villes de taille moyenne du Manitoba, premiers répondants de la région du Grand Toronto et de Hamilton)

Lorsque nous leur avons demandé s'ils avaient entendu parler de récentes annonces ou initiatives du gouvernement du Canada liées aux soins de santé, peu de participants se sont rappelés quoi que ce soit, si ce n'est l'annonce d'un programme national de soins dentaires. Pour faciliter la discussion, nous leur avons précisé que le gouvernement fédéral avait récemment désigné cinq domaines d'action prioritaires pour les services de santé au Canada, soit : remédier aux pénuries de personnel de la santé et réduire les temps d'attente, augmenter l'accès aux soins de santé familiale, améliorer les soins de longue durée et les soins à domicile, s'attaquer aux questions de santé mentale et de consommation de substances, et moderniser la gestion des données sur la santé et les soins virtuels. Les réactions à cette liste ont surtout été favorables; de nombreux participants croyaient qu'elle couvrait les problèmes les plus urgents vécus par les Canadiens dans le domaine des soins de santé, en particulier les problèmes d'accès. À la question de savoir si l'une de ces priorités l'emportait sur les autres, il a généralement été jugé que toutes étaient importantes et valaient d'être poursuivies par le gouvernement fédéral.

Dans le groupe du Manitoba, les participants ont prolongé quelque peu la discussion et fait part de leurs attentes relatives à ces priorités ainsi qu'aux mesures précises que le gouvernement du Canada mettrait en œuvre pour les concrétiser. En ce qui concerne l'objectif de remédier aux pénuries de personnel de la santé et de réduire les temps d'attente, nombre d'entre eux pensaient qu'il faudrait prévoir des fonds supplémentaires pour mieux rémunérer les professionnels de la santé, ce qui les encouragerait à continuer de pratiquer au Canada au lieu de se réinstaller ailleurs, aux États-Unis par exemple, pour toucher des salaires plus élevés. Il a aussi été suggéré d'en faire davantage pour inciter les jeunes Canadiens à envisager une carrière dans le secteur de la santé, y compris en leur offrant des bourses d'études ou un allègement des frais de scolarité associés au permis et à l'accréditation nécessaires pour pratiquer au Canada.

Pour ce qui est d'augmenter l'accès aux soins de santé familiale, certains participants ont recommandé qu'en plus de recruter davantage de médecins de famille, le gouvernement du Canada privilégie une approche proactive de la médecine. Selon eux, de nombreuses blessures ou maladies chroniques se présentaient d'abord comme des problèmes sans gravité; or en élargissant l'accès aux médecins de famille, ces problèmes pourraient être décelés avant qu'ils ne s'aggravent. Cela permettrait, à long terme, d'alléger le fardeau pesant sur le système de soins de santé, puisqu'il y aurait moins de patients atteints de problèmes chroniques nécessitant des traitements réguliers.

Tous les participants considéraient que l'amélioration des soins de longue durée et des soins à domicile devait être une grande priorité pour le gouvernement fédéral. En plus de combler les pénuries de personnel, il a été suggéré que le gouvernement du Canada s'emploie à définir des normes nationales de soins et à mettre en œuvre des règlements assurant le respect de ces normes dans tous les établissements de soins de longue durée.

Plusieurs participants ont noté que le manque de ressources était le problème le plus urgent des services de santé mentale et de traitement des dépendances à l'heure actuelle et qu'un financement

fédéral beaucoup plus important devait être consacré à ce secteur. Il a été suggéré que pour s'attaquer à cette priorité, le gouvernement fédéral renforce son soutien aux fournisseurs et aux centres de traitement existants au lieu de concentrer tous les efforts sur la création de nouveaux programmes.

Certains participants avaient l'impression que la numérisation des dossiers médicaux était déjà en cours chez des fournisseurs de soins de santé et que ce mouvement s'accroîtrait. Malgré les gains d'efficacité susceptibles d'en résulter dans la prestation des soins, certains s'inquiétaient à la perspective d'une transition vers un modèle avant tout numérique, qui risquait d'être vulnérable en cas de vol de données ou d'interruption du service Internet. Plusieurs ont souligné le potentiel des soins virtuels, en affirmant qu'ils pourraient faire une énorme différence pour les résidents des collectivités rurales ou éloignées qui n'ont pas de médecin à proximité.

Santé mentale (intervenants en santé mentale de grandes villes et de villes de taille moyenne du Manitoba, premiers répondants de la région du Grand Toronto et de Hamilton)

Deux groupes de participants ont abordé le sujet des soins de santé mentale au Canada. Les participants du groupe composé d'intervenants en santé mentale du Manitoba ont partagé leurs expériences de travail et leurs impressions concernant les récentes initiatives en santé mentale annoncées par le gouvernement fédéral. Ceux du groupe composé de premiers répondants de la RGTH ont exploré la question sous un angle un peu différent, soit celui de leur santé mentale personnelle, des stratégies qu'ils utilisent pour surmonter leurs difficultés et, plus généralement, de la santé mentale des premiers répondants.

Initiatives en santé mentale (intervenants en santé mentale de grandes villes et de villes de taille moyenne du Manitoba)

Lorsque nous leur avons demandé d'énumérer les défis les plus pressants en matière de santé mentale dans leurs collectivités respectives, les intervenants en santé mentale du Manitoba ont soulevé un éventail de préoccupations. Celles-ci comprenaient l'accessibilité des services de santé mentale, la prévalence croissante de la consommation de substances et des dépendances chez les personnes souffrant de problèmes de santé mentale et les préjugés dont sont victimes celles qui entreprennent un traitement.

Les participants de ce groupe ont été unanimes à affirmer que le gouvernement du Canada avait un rôle à jouer dans l'amélioration des soins de santé mentale. Certains ont recommandé qu'en plus d'accroître le financement remis aux provinces et aux territoires pour s'attaquer à ces problèmes, le gouvernement fédéral accentue les efforts pour établir des normes nationales relatives aux services de santé mentale. Ce faisant, il pourrait demander des comptes aux provinces et aux territoires et faire en sorte que tous les Canadiens aient accès aux soins de santé mentale dont ils ont besoin.

Invités à dire s'ils avaient entendu parler du portail Espace Mieux-être Canada, les participants ont répondu par la négative. Après avoir reçu des informations à son sujet, plusieurs ont noté que cette initiative serait très utile, surtout pour les gens qui n'ont pas les moyens de consulter. Tout en supposant que le portail aurait une incidence positive, quelques-uns s'inquiétaient qu'il serve de remplacement, et non de complément, aux consultations individuelles. S'appuyant sur leur expérience d'intervenants en santé mentale, ces participants ont souligné qu'aucune application ou plateforme

numérique ne pouvait susciter le niveau de confiance et de franchise qui se développe dans le cadre d'une relation suivie avec un thérapeute ou un conseiller.

Nous avons ensuite soumis aux participants de l'information sur le service Parlons suicide Canada, une autre initiative en santé mentale en cours de mise en œuvre par le gouvernement fédéral. Presque tous les participants l'ont jugée fort prometteuse et susceptible de sauver la vie de personnes en situation de crise. Le fait de pouvoir composer un numéro à trois chiffres, comme le 911, pour recevoir une aide immédiate en cas d'urgence de santé mentale paraissait une mesure importante pour prévenir de graves conséquences comme les surdoses et les suicides.

Le groupe a ensuite lu les renseignements suivants portant sur une troisième initiative, à savoir la création de normes nationales pour les services de santé mentale fournis au Canada. La plupart des participants reconnaissaient l'importance de cette initiative, mais beaucoup trouvaient difficile de l'évaluer sans mieux comprendre ses implications et les mesures qui seraient prises pour la concrétiser. De l'avis de certains, même s'il était important d'assurer un niveau de soins uniforme, les traitements de santé mentale devaient tout de même être hautement personnalisés et une formule unique ne conviendrait sans doute pas à tout le monde.

Perspectives sur la santé mentale (premiers répondants de la région du Grand Toronto et de Hamilton)

Les participants du groupe composé de premiers répondants de la RGTH ont eu une discussion sur la santé mentale au sein de leur profession. Tous croyaient que les premiers répondants avaient subi une pression et un stress psychologique énormes durant la pandémie de COVID-19 et que la santé mentale d'une proportion importante d'entre eux en avait pâti. Au sujet des soutiens disponibles, beaucoup ont reconnu qu'un arsenal de ressources était désormais proposé aux premiers répondants et que leur utilisation était moins stigmatisée que par le passé. Malgré tout, les participants estimaient que cela ne suffisait pas vu l'ampleur des défis qui interpellaient les membres de leur profession.

Invités à décrire les signes ou les symptômes que pourrait présenter une personne de leur profession aux prises avec des troubles de santé mentale, les participants ont cité le fait d'éviter les collègues et les proches, un désintérêt pour le travail, des changements de comportement ou de personnalité, et l'automédication avec de l'alcool ou d'autres substances. Lorsque nous leur avons demandé vers qui ils se tourneraient s'ils étaient eux-mêmes dans cette situation, beaucoup ont dit qu'ils consultaient déjà un thérapeute ou un conseiller pour parler de leurs difficultés. Plusieurs ont ajouté qu'ils s'adresseraient aussi à des collègues ou à des superviseurs de confiance qui ont une compréhension intime de ce que vivent les premiers répondants.

Personne n'a mentionné le gouvernement du Canada à titre de source d'aide dans ce domaine. Lorsque nous leur avons demandé s'ils avaient entendu parler du portail Espace Mieux-être, le nom du programme était vaguement familier à quelques-uns, qui n'ont cependant pas pu donner de détails. Peu de participants se croyaient susceptibles de chercher en ligne de l'information et des conseils en matière de santé mentale. La plupart ont indiqué qu'ils préféreraient parler à des proches, à des collègues ou à des professionnels qui les connaissent bien.

Logement (résidents du Canada atlantique désirant acheter une propriété, résidents des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut préoccupés par la hausse des coûts de l'énergie)

Deux groupes ont discuté de questions liées au logement au Canada. Celui du Canada atlantique était composé de résidents désirant acheter une propriété qui ont partagé leurs points de vue sur plusieurs initiatives en matière de logement récemment annoncées par le gouvernement fédéral alors que les participants des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut ont abordé plusieurs questions concernant le logement dans le Nord canadien.

Initiatives en matière de logement (résidents du Canada atlantique désirant acheter une propriété)

Ce groupe composé de résidents désirant acheter une propriété a discuté de plusieurs initiatives en matière de logement annoncées récemment dans le cadre du budget fédéral de 2022. Un grand nombre d'entre eux étaient pessimistes quant à leurs possibilités de devenir propriétaires, croyant qu'ils n'auraient probablement pas les moyens d'acheter une propriété dans un avenir prévisible en raison notamment des prix élevés, des récentes hausses des taux d'intérêt par la Banque du Canada et d'autres dépenses, comme la nourriture et l'essence.

Les participants ont par la suite été invités à évaluer une série d'initiatives récemment annoncée par le gouvernement du Canada pour rendre les logements plus abordables et protéger les Canadiens sur le marché de l'habitation. Aucun n'était au courant des initiatives du gouvernement fédéral dans ces domaines. Partageant leurs réactions à la première série d'initiatives en matière d'abordabilité du logement, les participants étaient particulièrement favorables aux propositions visant à aider les acheteurs d'une première maison, comme la création du Compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété, qui permet aux acheteurs éventuels d'une première maison d'épargner jusqu'à 40 000 \$ libres d'impôt pour faire l'acquisition. Selon eux, cette initiative encouragerait les gens à épargner davantage pour l'achat d'une propriété. D'autres initiatives destinées aux acheteurs d'une première maison, y compris l'engagement à doubler le montant du crédit d'impôt pour l'achat d'une première habitation, et l'élargissement de l'Incitatif à l'achat d'une première propriété ont aussi suscité de l'enthousiasme.

Le versement d'un montant supplémentaire de 200 millions de dollars visant à accroître les possibilités de location avec option d'achat a également obtenu un appui considérable de la part des participants. Même si ceux-ci étaient d'avis que les logements locatifs avec option d'achat seraient avantageux pour de nombreux Canadiens, plusieurs avaient l'impression que ces logements étaient difficiles à trouver sur le marché de l'habitation à l'heure actuelle. Quelques participants étaient favorables à l'investissement de 562 millions de dollars sur deux ans pour financer les organismes qui luttent contre l'itinérance, ainsi que 62 millions de dollars pour combattre l'itinérance chez les vétérans. Ceux qui croyaient à l'importance de cette initiative s'entendaient pour dire qu'au Canada, l'itinérance est un problème de plus en plus urgent qui nécessite une plus grande attention de la part du gouvernement fédéral. Aucun participant n'était en faveur d'un versement unique de 500 \$ aux personnes qui font face à des difficultés d'accès au logement abordable. Plusieurs ont réagi négativement en entendant parler de cette initiative. Selon eux, le montant est nettement insuffisant pour aider concrètement les Canadiens qui ont de la difficulté à trouver un logement abordable.

Nous avons ensuite présenté aux participants une deuxième série d'initiatives visant à protéger les Canadiens sur le marché de l'habitation. Parmi ces initiatives, celle qui consiste à créer des pénalités fiscales pour empêcher les propriétaires de procéder à des réno-évictions a reçu le plus grand appui des participants. L'engagement de mettre fin aux offres à l'aveugle a également été bien accueilli. Les participants s'entendaient pour dire que cette pratique avait grandement contribué à faire exploser les prix de vente des propriétés, désavantageant nettement les acheteurs potentiels.

L'initiative qui consiste à introduire de nouvelles règles fiscales visant à décourager les opérations immobilières de vente-achat (flip immobilier) et celle qui interdit aux non-Canadiens d'acheter des propriétés résidentielles au Canada pour une période de deux ans ont reçu un appui modéré. Durant la discussion sur les nouvelles règles fiscales visant à décourager les flips immobiliers, les participants ont exprimé l'avis que ceux qui se livraient à cette pratique effectuaient souvent des rénovations de piètre qualité et augmentaient au maximum les prix de ces propriétés. En ce qui concerne l'interdiction temporaire pour les non-Canadiens d'acheter des propriétés résidentielles, un certain nombre de participants ont jugé que c'était nécessaire puisque selon eux, les investissements étrangers avaient limité le nombre de logements disponibles pour ceux qui résident au pays.

Logement dans le Nord (résidents des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut préoccupés par la hausse des coûts de l'énergie)

Dans le groupe des résidents des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut, les participants ont discuté brièvement de la situation du logement dans le Nord canadien et ont identifié trois secteurs prioritaires : l'offre de logements, la qualité et la sécurité des logements disponibles, et le prix de plus en plus inabordable du logement dans le Nord.

Les participants ont ensuite été questionnés à savoir quels étaient selon eux les paliers de gouvernement responsables du logement dans le Nord. Même s'ils étaient généralement d'avis que cette responsabilité relevait des gouvernements territoriaux, ils s'accordaient également pour dire que le gouvernement du Canada avait un rôle à jouer et que des mesures additionnelles pourraient être prises pour accroître les subventions et le financement aux gouvernements territoriaux afin d'augmenter l'offre de logements et améliorer l'état de ceux-ci. Certains ont ajouté que les gouvernements municipaux devraient jouer un rôle dans la planification des projets de logements. D'autres étaient d'avis que cela pourrait avoir un impact négatif étant donné ce qu'ils considèrent comme une bureaucratie excessive à l'échelon municipal qui a pour effet de nuire à la construction de nouvelles habitations. La plupart des participants n'étaient pas au courant des récentes initiatives mises de l'avant par le gouvernement fédéral pour résoudre les problèmes de logement dans leurs collectivités. Lorsque nous leur avons demandé ce que le gouvernement du Canada pourrait faire pour améliorer la situation du logement, plusieurs ont continué d'affirmer qu'un financement accru pour le logement aurait le plus grand impact.

Changement climatique (résidents de l'île de Vancouver vivant de l'écoanxiété, résidents des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut préoccupés par la hausse des coûts de l'énergie)

Les participants de deux groupes ont discuté d'un certain nombre de questions liées aux changements climatiques. Les membres du groupe de l'île de Vancouver qui se sont dits préoccupés par les changements climatiques ont discuté de certaines mesures récemment annoncées par le gouvernement du Canada pour faire face à ce problème, alors que les participants des Territoires du Nord-Ouest (T. N.-O.) et du Nunavut se sont concentrés sur les effets que les changements climatiques pourraient entraîner sur leur collectivité, ainsi que sur les mesures qu'ils ont prises, le cas échéant, pour s'y préparer.

Initiatives en matière de changement climatique (résidents de l'île de Vancouver vivant de l'écoanxiété)

Pour commencer, les participants de ce groupe ont été invités à faire part de leur réaction spontanée lorsqu'ils entendent l'expression « changements climatiques ». Dans une large mesure, la plupart ont exprimé des sentiments d'inquiétude et de pessimisme, notamment en ce qui concerne les effets attendus de ce problème sur les générations futures. Certains ont indiqué qu'ils nourrissaient moins d'espoir pour l'avenir en raison de leurs préoccupations au sujet des changements climatiques.

Lorsque nous leur avons présenté des informations sur un certain nombre de mesures que le gouvernement du Canada avait récemment prises ou qu'il prévoyait mettre en place dans l'avenir pour faire face à la menace des changements climatiques, beaucoup ont exprimé leur scepticisme quant à leur faisabilité. Un certain nombre de participants se sont tout particulièrement demandé s'il était réellement possible de respecter les mesures dont les échéances approchent rapidement, comme les objectifs de 2030 liés aux engagements du Canada dans le cadre de l'Accord de Paris sur le climat, ainsi que les priorités mises de l'avant dans le Plan de réduction des émissions pour 2030.

Invités à indiquer laquelle de ces initiatives leur semblait la plus déterminante pour faire face à la menace des changements climatiques, presque tous les participants ont indiqué que la Stratégie nationale d'adaptation du Canada leur semblait particulièrement prometteuse. Plusieurs ont salué ce qu'ils considéraient comme l'approche collective de cette initiative, estimant que les Canadiens seraient probablement plus disposés à participer à des programmes de durabilité ayant un impact direct sur leurs collectivités et dont ils pourraient observer directement les avantages éventuels. Beaucoup ont également réagi positivement à la création du Fonds pour une économie à faibles émissions de carbone (FEFEC), en se concentrant plus particulièrement sur son objectif de favoriser la pensée novatrice et l'intégration de voix et d'idées diverses dans les efforts de lutte contre les changements climatiques. Plusieurs participants étaient également optimistes quant à la création du Plan de réduction des émissions pour 2030 ainsi qu'à l'engagement du gouvernement fédéral à atteindre ou à dépasser les objectifs de réduction des émissions prévus dans l'Accord de Paris, d'ici 2030. En ce qui concerne ce dernier point, un certain nombre d'entre eux ont réaffirmé que la lutte contre les changements climatiques devait faire l'objet d'un effort mondial et qu'il était important que le Canada fasse figure de chef de file dans ce domaine.

Interrogés pour savoir s'ils croyaient que le gouvernement du Canada prenait des mesures suffisantes pour lutter contre les changements climatiques, la plupart des participants ont répondu par la négative. Un certain nombre d'entre eux estimaient que de plus grands efforts devaient être déployés pour limiter les activités industrielles des grandes entreprises, estimant que celles-ci sont les principales responsables des émissions de GES. On pensait également que le gouvernement fédéral pourrait faire plus pour s'assurer que ses différents organismes et ministères travaillent de concert sur cette question, plutôt que de poursuivre chacun ses propres activités de lutte contre les changements climatiques.

Impacts sur les collectivités et adaptation aux changements climatiques (résidents des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut préoccupés par la hausse des coûts de l'énergie)

Les participants de ce groupe ont engagé une discussion sur l'impact des changements climatiques sur leur collectivité, ainsi que sur les mesures qu'ils ont prises ou prévoient prendre pour s'adapter à ces répercussions. Pour commencer, ils ont été invités à évaluer les effets actuels des changements climatiques sur leur région respective. Tous les participants ont déclaré que les changements climatiques avaient un certain impact sur leur collectivité, le nombre de ceux qui estimaient que ces répercussions étaient mineures étant à peu près égal à celui des participants qui pensaient qu'ils avaient entraîné des changements majeurs. Plusieurs ont illustré l'impact des changements climatiques sur la vie quotidienne des habitants de leur région en mentionnant des événements météorologiques extrêmes et des conditions climatiques imprévisibles, un certain nombre rappelant plus particulièrement les graves inondations survenues à Hay River (T. N.-O.), en avril 2022. En ce qui concerne les conséquences éventuelles des changements climatiques, plusieurs ont exprimé des inquiétudes liées à la fonte ou à la disparition du pergélisol dans la région. Si cela se produisait, les participants s'attendaient à ce que l'intégrité structurelle de nombreuses résidences de leur collectivité soit gravement compromise.

En ce qui concerne le niveau de préparation personnelle aux effets des changements climatiques, aucun participant ne pensait s'être suffisamment préparé pour affronter ce problème. Beaucoup ne savaient pas comment se prémunir personnellement contre les changements climatiques et ont indiqué que les responsables locaux et ceux du gouvernement fédéral devaient mieux communiquer les mesures à prendre. Peu d'entre eux se souvenaient d'initiatives récentes mises en œuvre par le gouvernement du Canada pour atténuer les répercussions des changements climatiques dans leur région. Parmi les suggestions de mesures supplémentaires pouvant être prises, mentionnons l'élaboration d'un plan d'adaptation et de préparation aux changements climatiques pour le Nord canadien, la communication de renseignements supplémentaires sur ce qui attend les habitants de la région dans les années à venir et la meilleure façon de préparer leur foyer.

Agriculture et engrais (travailleurs du secteur agricole du sud de l'Alberta)

Les participants résidant dans le sud de l'Alberta et travaillant dans le secteur agricole ont engagé une conversation liée à l'agriculture et à l'utilisation d'engrais dans les fermes canadiennes. Pour commencer, les participants se sont vu demander s'ils étaient au courant de récentes activités

entreprises par le gouvernement fédéral dans le secteur agricole. Les participants ont rappelé un certain nombre d'initiatives fédérales, notamment les subventions visant à réduire l'utilisation d'engrais azotés en agriculture, la mise en œuvre de programmes de cultures de couverture et les engagements liés au Fonds d'action à la ferme pour le climat.

Plusieurs participants ont exprimé leur mécontentement à l'égard du plan du gouvernement du Canada visant à encourager les agriculteurs à réduire volontairement les quantités d'engrais qu'ils utilisent d'ici 2030. Plusieurs participants ont exprimé leur mécontentement à l'égard du plan du gouvernement du Canada visant à encourager les agriculteurs à réduire volontairement, d'ici 2030, les quantités d'engrais qu'ils utilisent. Les motifs justifiant ce manque de soutien comprenaient le fait que, pour certains, ces objectifs étaient irréalistes, compte tenu de la nécessité de maintenir, voire d'augmenter, les niveaux actuels de rendement des cultures et la production alimentaire pour la population croissante du Canada. Tous les participants étaient conscients que le plan de réduction des émissions provenant des engrais était volontaire, mais plusieurs ont exprimé des préoccupations quant au fait que les objectifs pourraient devenir obligatoires dans l'avenir, si le gouvernement fédéral jugeait que trop peu de progrès avaient été réalisés. Certains ont déclaré que le coût des engrais était l'une des dépenses les plus importantes de leur entreprise agricole et que cela les incitait déjà à mettre tout en œuvre pour réduire leur utilisation de ce produit.

Interrogés à savoir s'ils croyaient que l'utilisation d'engrais dans les fermes canadiennes avait augmenté ou diminué au cours des 15 dernières années, la plupart étaient d'avis qu'elle avait diminué au cours de cette période, les agriculteurs ayant développé des pratiques plus efficaces. Cette réduction a été jugée particulièrement marquée au cours des dernières années, en raison de la hausse des coûts et des limites de l'offre. Lorsque nous leur avons demandé s'ils croyaient que l'utilisation accrue des engrais entraînait une augmentation des émissions de gaz à effet de serre, beaucoup ont reconnu qu'elle y contribuait probablement. Les participants étaient toutefois d'avis que les émissions provenant d'autres industries et l'utilisation de l'énergie par les ménages devaient être visées par des réductions avant les engrais, étant donné l'importance fondamentale perçue de ces derniers pour l'approvisionnement alimentaire du Canada.

De l'avis général, le gouvernement fédéral devait fournir davantage d'informations sur la stratégie qu'il prévoyait mettre en œuvre pour trouver un équilibre entre la réduction de l'utilisation des engrais et le maintien ou l'augmentation des niveaux actuels de la production alimentaire. Certains ont exprimé des inquiétudes quant aux répercussions négatives de ce plan sur les Canadiens à faible et moyen revenu, prévoyant qu'une réduction de l'utilisation des engrais pourrait entraîner des pénuries alimentaires et une hausse des prix des denrées à l'épicerie.

Enjeux énergétiques (résidents des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut préoccupés par la hausse des coûts de l'énergie)

Le groupe composé de résidents des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut préoccupés par la hausse des coûts de l'énergie a discuté des enjeux liés à l'énergie dans leurs collectivités. Lorsque nous leur avons demandé quelles étaient les sources d'énergie qu'ils utilisaient pour produire de l'électricité, la plupart ont mentionné le pétrole, en particulier le diésel, comme source première dans les deux

territoires. Certains participants des Territoires du Nord-Ouest ont ajouté que leurs collectivités avaient souvent recours au gaz naturel liquéfié (GNL) et à l'hydroélectricité, entre autres. Discutant des sources d'énergie utilisées pour chauffer leurs habitations, plusieurs ont de nouveau mentionné le diesel et le gaz naturel, en plus du bois et des granulés de chauffage. Bien que conscients des répercussions environnementales potentielles des sources comme le diesel et le GNL, la plupart étaient d'avis que celles-ci étaient généralement fiables et adaptées aux exigences du climat froid et à l'éloignement de nombreuses collectivités du Nord.

Au sujet de l'énergie nucléaire, plusieurs participants ont avoué leur méconnaissance de ce type d'énergie. En entendant parler de cette source et compte tenu de son utilisation dans le Nord, plusieurs se sont immédiatement rappelés certaines préoccupations quant au risque d'un accident nucléaire dans leur collectivité ou à proximité et qui pourrait potentiellement causer un rayonnement nucléaire et une contamination radioactive de l'environnement. Questionnés à savoir si le gouvernement fédéral devrait augmenter son utilisation de l'énergie nucléaire au Canada, aucun participant n'était à l'aise avec cette notion et plusieurs ont réitéré leurs craintes à l'égard d'une contamination de l'environnement et des impacts de la radiation sur les membres de leur collectivité. Quelques-uns s'attendaient à ce que les coûts initiaux pour la construction d'une centrale nucléaire dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut soient trop élevés puisque ces régions sont relativement éloignées du reste du Canada.

Les participants étaient très peu nombreux à avoir entendu parler des petits réacteurs modulaires (PRM). Pour faciliter la discussion, nous les avons informés qu'il s'agissait de réacteurs nucléaires avancés plus compacts et avec un environ un tiers de la capacité de production des réacteurs nucléaires traditionnels. Après avoir reçu cette information, ceux-ci ont eu des réactions plutôt favorables. Plusieurs croyaient que les PRM représentaient une source d'énergie compacte, sécuritaire et fiable susceptible de répondre aux besoins des résidents du Nord canadien. Ils étaient très nombreux à dire que les PRM pourraient constituer une alternative moins coûteuse et plus respectueuse de l'environnement que le diesel et le GNL. Certains ont également indiqué que les PRM étaient moins intimidants qu'un réacteur pleine dimension. Même si plusieurs s'entendaient pour dire que la description des PRM semblait prometteuse, un certain nombre de participants ont mentionné qu'ils aimeraient voir un PRM en personne et en apprendre davantage sur son fonctionnement avant d'appuyer pleinement l'adoption de cette technologie dans leurs collectivités.

Armes à feu (premiers répondants de la région du Grand Toronto et de Hamilton)

Les participants du groupe de la région du Grand Toronto et de Hamilton (GTH) ont engagé une discussion sur les problèmes locaux qui affectent leur collectivité, en mettant l'accent sur les armes à feu et les crimes à main armée. Invités à déterminer les problèmes les plus importants qui touchent actuellement leur collectivité, ils ont formulé un large éventail de réponses, mentionnant notamment l'augmentation du coût de la vie, le manque de logements abordables, les défis liés à l'accessibilité des soins de santé et des services pour les personnes âgées, le manque de soutien pour les personnes aux prises avec des problèmes de toxicomanie ou de santé mentale et l'augmentation des crimes violents et de l'utilisation d'armes à feu. À la question de savoir comment le gouvernement du Canada

réagissait à ces problèmes, beaucoup ont répondu que celui-ci en était conscient et qu'il cherchait à les régler, mais que la pandémie de COVID-19 avait considérablement compliqué ces efforts en accaparant la majeure partie de son attention au cours des dernières années.

Nombreux étaient ceux qui estimaient que la sécurité devenait un sujet de préoccupation important au sein de leur collectivité. La hausse des crimes violents était considérée comme un problème dans toute la région du GTH, y compris dans les banlieues et les petites collectivités situées à l'extérieur des grands centres urbains, lesquelles avaient traditionnellement connu une activité criminelle minimale. Plusieurs croyaient que leur collectivité était beaucoup moins sûre qu'au cours des décennies précédentes. Interrogés sur le niveau de violence armée dans leur propre milieu, beaucoup ont estimé qu'il était en hausse. En se concentrant sur les causes possibles de la prévalence accrue des crimes par armes à feu, les participants ont relevé un large éventail de facteurs potentiels. Plusieurs d'entre eux pensaient que la capacité des forces de l'ordre à mettre un terme aux crimes commis avec des armes à feu avait été entravée par l'adoption d'une approche plus passive ces dernières années, notamment par le fait de ne plus effectuer un contrôle physique des personnes soupçonnées de posséder illégalement des armes à feu. Certains pensaient que les politiques « d'arrestation-remise en liberté » avaient permis aux récidivistes de commettre des crimes à main armée dans une relative impunité. La pauvreté, l'activité des gangs, l'itinérance, la toxicomanie et les problèmes de santé mentale ont également été cités comme des facteurs qui contribuent aux crimes à main armée.

Invités à dire s'ils étaient au courant de ce que le gouvernement du Canada avait entrepris pour lutter contre les crimes par arme à feu, les participants ont mentionné diverses initiatives passées, comme le Registre canadien des armes à feu, l'interdiction des armes d'assaut de type militaire et un récent gel national de l'achat, de la vente ou du transfert des armes de poing. Beaucoup pensaient cependant que ces mesures touchaient principalement des propriétaires d'armes à feu respectueux de la loi et qu'elles avaient peu de pouvoir dissuasif auprès de ceux qui obtiennent leurs armes illégalement. Dans le même ordre d'idées, certains étaient d'avis que la majorité des armes à feu utilisées pour commettre des crimes au Canada provenaient illégalement des États-Unis et que l'élimination de ce trafic devait être un élément clé de la politique du gouvernement fédéral en matière de contrôle des armes à feu.

Les participants ont ensuite pris part à un exercice visant à évaluer un certain nombre de mesures récemment mises en œuvre par le gouvernement du Canada concernant les armes à feu. Celles-ci comprenaient notamment un gel national de l'achat et de la vente des armes de poing, le retrait des permis d'armes à feu des personnes impliquées dans des actes de violence familiale ou de harcèlement criminel, la lutte contre la contrebande et le trafic d'armes à feu, l'introduction d'une loi « drapeau rouge » pour lutter contre la violence conjugale, la violence fondée sur le sexe et l'automutilation potentielle, et l'obligation de limiter la capacité des chargeurs des armes d'épaule à cinq cartouches.

Tous les participants ont exprimé des opinions négatives à l'égard du gel national des armes de poing. Ceux-ci ont réitéré le point de vue selon lequel la grande majorité des crimes impliquant des armes de poing au Canada sont perpétrés au moyen d'armes illégales et que cette mesure aurait peu d'impact sur le problème de la violence armée. En ce qui concerne la saisie des permis d'armes à feu des personnes ayant commis des actes de violence familiale ou des actes criminels, beaucoup ont

également exprimé des préoccupations. Dans une large proportion, les participants ont convenu que la mesure relevait d'une bonne intention, mais souligné qu'une personne déterminée à commettre des actes de violence familiale avec une arme à feu serait en mesure de s'en procurer une par des moyens illégaux si nécessaire et que cette mesure n'aurait par conséquent qu'un faible impact. Pour ce qui est de la mise en œuvre d'une loi « drapeau rouge », les participants ont eu des réactions mitigées. Bien que les efforts déployés pour prévenir la violence aient été salués, ils ont réitéré leur perception de la facilité d'accès aux armes à feu illégales et suggéré que ces lois pourraient être contournées aisément.

Invités à évaluer l'initiative sur la prévention de la contrebande et du trafic d'armes à feu, beaucoup ont estimé qu'elle semblait prometteuse et qu'elle contribuerait à lutter contre le nombre d'armes à feu illégales en circulation au Canada. Certains pensaient que, pour appliquer efficacement cette initiative, il faudrait donner aux agents de la paix la possibilité d'effectuer une fouille des criminels présumés plus exhaustive que celle qui est actuellement autorisée. En ce qui concerne l'interdiction des chargeurs d'armes d'épaule d'une capacité supérieure à cinq cartouches, les participants ont exprimé des opinions majoritairement négatives. Ils estimaient que les armes d'épaule n'étaient généralement pas utilisées par les criminels et que cette mesure aurait peu de succès dans la prévention des crimes commis avec des armes à feu.

Garde d'enfants et Allocation canadienne pour enfants (parents à faible revenu de l'intérieur de la C.-B. ayant des enfants de moins de 12 ans)

Dans le groupe des parents de l'intérieur de la C.-B. ayant des enfants de moins de 12 ans, les participants ont discuté de garde d'enfants et de l'Allocation canadienne pour enfants (ACE). Lorsque nous leur avons demandé quels étaient les principaux enjeux concernant la garde d'enfants dans leur province, ceux-ci ont fourni des réponses variées, notamment le manque de places en garderie, le coût élevé de ces services, la nécessité de faire confiance aux fournisseurs de services de garde, et les inquiétudes par rapport à l'accessibilité pour les enfants présentant un handicap intellectuel. Questionnés à savoir s'ils avaient entendu parler des mesures prises par le gouvernement du Canada en matière de garde d'enfants, quelques-uns seulement avaient entendu parler de récentes ententes conclues entre le gouvernement fédéral et ses homologues provinciaux et territoriaux pour offrir des services de garde d'enfants abordables à 10 \$ par jour en moyenne par enfant. Après que nous leur ayons fourni de l'information supplémentaire sur ces ententes, les participants ont réagi favorablement. Ils s'attendaient à ce que ce plan offre aux familles une plus grande flexibilité en permettant aux deux parents de travailler à temps plein. Plusieurs ont indiqué qu'ils n'occupaient aucun emploi à l'heure actuelle en raison des coûts élevés des services de garde d'enfants et que cette initiative les aiderait à réintégrer le marché du travail. Lorsque nous leur avons demandé si la réduction des frais de garde d'enfants était un aspect important de la diminution du coût de la vie, tous ont répondu par l'affirmative.

En ce qui concerne les services et les programmes destinés aux parents en général, plusieurs participants ont mentionné l'ACE comme étant un soutien important pour les parents et presque tous ont indiqué qu'ils en étaient bénéficiaires. Questionnés sur ce qui leur plaisait de l'ACE, les participants se sont dits satisfaits de la régularité des versements, du fait que les prestations étaient recalculées

chaque année pour tenir compte de la variation des revenus, et de son utilité pour couvrir les dépenses de base. Quant aux aspects de l'ACE qui leur déplaisent, les participants ont mentionné la diminution des versements au fur et à mesure que leurs enfants vieillissent. Ils étaient d'avis que les enfants coûtent de plus en plus cher au fur et à mesure qu'ils avancent en âge et que les prestations devraient augmenter selon l'âge plutôt que de diminuer. Même si plusieurs appréciaient l'ACE, les participants étaient généralement d'avis que les versements qu'ils recevaient étaient nettement insuffisants pour avoir un réel impact sur le coût de la vie, surtout compte tenu du niveau d'inflation actuel. Questionnés à savoir comment ils utilisaient l'argent de l'ACE, les participants ont mentionné qu'ils l'utilisaient pour couvrir les dépenses de base, dont le loyer, les factures mensuelles, l'essence, les fournitures scolaires, les programmes de loisirs pour les jeunes, et les cotisations au Régime enregistré d'épargne-études (REEE).

ArriveCAN (résidents de villes à la frontière de l'Ontario et des États-Unis ayant deux emplois)

Les résidents de villes à la frontière de l'Ontario et des États-Unis ont brièvement discuté de l'application ArriveCAN. Lorsque nous leur avons demandé s'ils connaissaient cette application, plusieurs ont dit avoir entendu parler d'une application mobile d'information sur les voyages conçue par le gouvernement du Canada, mais peu d'entre eux ont pu la nommer. Quelques-uns ont expliqué qu'ils n'avaient pas encore utilisé l'application ArriveCAN, bien qu'ils en aient entendu parler principalement dans les médias ou de bouche à oreille en discutant avec leurs proches.

Après leur avoir fourni de l'information supplémentaire sur l'application, nous avons demandé aux participants si le nom représentait bien l'utilisation qui en était faite. La plupart étaient d'avis que ArriveCAN était un nom approprié qui décrivait précisément et concisément son utilisation pour les voyageurs. Certains s'entendaient aussi pour dire que le nom ArriveCAN était suffisamment distinctif pour éviter toute confusion avec d'autres programmes de voyages offerts par l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) comme NEXUS.

Questionnés à savoir s'ils utiliseraient l'application ArriveCAN pour remplir et soumettre des formulaires de déclaration de l'ASFC la prochaine fois qu'ils rentreront au Canada après un voyage à l'étranger, tous les participants ont répondu qu'ils ne le feraient probablement pas. La principale raison invoquée par plusieurs était leur manque d'intérêt à l'égard d'ArriveCAN et le fait qu'ils ne voyageaient pas suffisamment pour que cela vaille la peine de télécharger l'application et de la conserver sur leurs téléphones, étant donné l'espace limité dont ils disposent sur ceux-ci. Lorsque nous leur avons demandé s'ils changeraient d'idée si on leur prouvait que l'application ArriveCAN leur permettrait de gagner du temps aux douanes, presque tous croyaient que ce serait un facteur important qui les inciterait davantage à utiliser l'application.

COMPLÉMENT D'INFORMATION

The Strategic Counsel
Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY
Date d'octroi du contrat : 16 décembre 2021
Valeur du contrat : 2 428 991,50 \$
